



AMBASSADE D'ITALIE  
CENTRE DES SERVICES PARTAGES  
BRUXELLES

Annexe 3

**DOCUMENT UNIQUE D'EXIGENCES**  
**(DUR, DOCUMENTO UNICO DEI REQUISITI)**

**PARTIE I**  
**INFORMATIONS SUR LA PROCEDURE DU MARCHE ET SUR LE POUVOIR**  
**ADJUDICATEUR**

<b>Identité du Pouvoir Adjudicateur</b>	<b>Réponse :</b>
Nom :	Ambassade d'Italie, Centre de Services Partagés, Rue Joseph II 22/24 - 1000 Bruxelles
Titre ou brève description du marché :	Contrat-cadre pour la fourniture de services de nettoyage
CIG :	B333284863

**PARTIE II**  
**INFORMATIONS SUR L'OPERATEUR ECONOMIQUE**

<b>A. Données d'identification du Soumissionnaire</b>	<b>Réponse :</b>
Dénomination :	
Numéro d'identification national, si prévu (numéro de registre national, TVA, ...) :	
Adresse postale :	
Personnes de contact : Téléphone : Courrier : Site web :	

L'opérateur économique est-il inscrit sur une liste officielle d'entrepreneurs ou de professionnels, dispose-t-il de la certification correspondante ?	<input type="checkbox"/> OUI <input type="checkbox"/> NON <input type="checkbox"/>
--	--



**AMBASSADE D'ITALIE  
CENTRE DES SERVICES PARTAGES  
BRUXELLES**

L'opérateur économique sera-t-il en mesure de fournir un certificat concernant le paiement des cotisations de sécurité sociale et des impôts, ou fournira-t-il des informations permettant au pouvoir adjudicateur d'obtenir directement ce document, qui est disponible gratuitement ? Si la documentation pertinente est disponible sous forme électronique, veuillez l'indiquer :	a) <input type="checkbox"/> OUI <input type="checkbox"/> NON  (adresse web, autorité ou organisme émetteur, référence précise de la documentation) : [.....][.....][.....][.....]
<b>Forme de participation :</b>	<b>Réponse :</b>
L'opérateur économique participe-t-il à la procédure d'appel d'offres avec d'autres ?	<input type="checkbox"/> OUI <input type="checkbox"/> NON

<b>B. Représentants éventuels du Soumissionnaire</b>	<b>Réponse :</b>
Nom complet :	
Date et lieu de naissance :	
Position/Titre à agir :	
Adresse postale :	
Téléphone :	
Courrier :	
Si nécessaire, fournir des précisions sur la représentation (forme, portée, but) :	

**PARTIE III  
MOTIFS D'EXCLUSION**

**A : Motifs d'exclusion liés à des condamnations pénales**

Sont exclus de la participation à la sélection les personnes qui ont été condamnées, avec une condamnation pénale définitive, en Italie ou en Belgique, pour une ou plusieurs des raisons suivantes : (1) participation à une organisation criminelle ; (2) corruption ; (3) fraude ; (4) crimes terroristes ou liés à des activités terroristes ; (5) versement de fonds provenant d'activités criminelles ou de financement du terrorisme ; (6) travail des enfants et autres formes de trafic d'êtres humains ; (7) tout autre crime qui rend impossible la liaison avec l'administration publique. Les situations d'exclusions sont celles prévues par le droit italien ainsi que, dans les Etats membres de l'Union européenne, les situations indiquées dans la normative locale ayant transposé l'article 57 de la directive 2014/24/UE.



AMBASSADE D'ITALIE  
CENTRE DES SERVICES PARTAGES  
BRUXELLES

A. Motifs liés aux condamnations pénales	Réponse :
Le Soumissionnaire ou un membre de ses organes de direction ou de vigilance ou toute personne qui a un pouvoir de représentation, de décision ou de contrôle au sein du Soumissionnaire, ont été condamnés pour une des raisons sus indiquées avec un jugement définitif prononcé pas plus qu'il y a cinq ans ou suite auquel une période d'exclusion établi dans le jugement soit encore d'application.	[ ] Oui [ ] Non
En cas affirmatif, indiquer (en répétant pour toutes les fois nécessaires) : a) la date de la condamnation, quels points parmi ceux entre 1 et 7 et les raisons de condamnation ;  b) les données d'identification des personnes condamnées ;  c) la durée de la période d'exclusion établi dans le jugement de condamnation.	a) Date : [.....], durée de la condamnation : [.....] raisons : [.....]  b) [.....]  c) durée de la période d'exclusion : [.....].
En cas de jugements de condamnation, quelles mesures a adopté le Soumissionnaire pour démontrer sa fiabilité ( <i>self-cleaning</i> ) ?	[Indiquer les mesures adoptées].

**B : Motifs d'exclusion liées au paiement d'impôts ou cotisations de sécurité sociale**

B. Paiement d'impôts, taxes ou cotisations	Réponse :
Le Soumissionnaire a satisfait à toutes les obligations relatives au paiement d'impôts, taxes ou cotisations de sécurité sociale dans le Pays où il est établi, en Italie ou dans le Pays où le marché a lieu ?	[ ] Oui [ ] Non
2) <u>En cas négatif</u> , indiquer : (a) l'Etat où le manquement a eu lieu ; (b) le montant ; (c) comment la non-conformité a été établie ; (d) mesures adoptées pour y remédier.	a) [.....] b) [.....] c) [.....] d) [.....]

**C : Motifs liés à l'insolvabilité, aux conflits d'intérêts ou à une faute professionnelle**

C. Informations sur d'éventuelles situations d'insolvabilité, conflits d'intérêts ou fautes professionnelles	Réponse :
--	-----------



**AMBASSADE D'ITALIE**  
**CENTRE DES SERVICES PARTAGES**  
**BRUXELLES**

1) Le Soumissionnaire a-t-il, à sa connaissance, manqué à ses obligations dans les domaines de la santé et sécurité au travail, du droit environnemental, du droit social ou du droit du travail ?	[ ] Oui [ ] Non
2) Le Soumissionnaire se trouve-t-il dans l'une des situations suivantes ou fait l'objet d'une procédure pour la vérification de l'une des situations suivantes : (a) état de faillite, procédure d'insolvabilité, liquidation judiciaire, concordat préventif avec ses créanciers, administration contrôlée ou autre situation analogue à la faillite ?	a) [ ] Oui [ ] Non
b) a cessé ses activités ?	b) [ ] Oui [ ] Non
3) Le Soumissionnaire est-il coupable d'une faute professionnelle grave ?	[ ] Oui [ ] Non
Le Soumissionnaire a-t-il conclu des accords avec d'autres opérateurs économiques en vue de fausser la concurrence ?	[ ] Oui [ ] Non
5) Le Soumissionnaire a-t-il connaissance d'un conflit d'intérêt lié à sa participation à la procédure de passation de marché ?	[ ] Oui [ ] Non
6) Le Soumissionnaire, ou une entreprise qui lui est liée, a-t-il/elle conseillé le pouvoir adjudicateur ou l'entité adjudicatrice, ou été autrement associé(e) à la préparation de la procédure de passation de marché ?	[ ] Oui [ ] Non
7) Le Soumissionnaire a-t-il fait l'objet d'une résiliation anticipée d'un marché public antérieur, ou de dommages et intérêts ou d'une autre sanction comparable dans le cadre de ce marché ou de cette concession antérieure ?	[ ] Oui [ ] Non
8) Le Soumissionnaire s'est-il trouvé dans une des situations suivantes : a) il s'est rendu gravely coupable de fausses déclarations en fournissant les renseignements exigés pour la vérification de l'absence de motifs d'exclusion ou la satisfaction des critères de sélection ? b) il a caché ces informations ? c) il a été en mesure de présenter sans délai les documents justificatifs requis par un pouvoir adjudicateur ou une entité adjudicatrice ? d) il a entrepris d'influencer indument le processus décisionnel du pouvoir adjudicateur ou de l'entité adjudicatrice, d'obtenir des informations confidentielles susceptibles de lui donner un avantage indu lors de la procédure de passation de marché, ni de fournir par négligence des informations trompeuses susceptibles d'avoir une influence déterminante sur les décisions d'exclusion, de sélection ou d'attribution ?	a) [ ] Oui [ ] Non b) [ ] Oui [ ] Non c) [ ] Oui [ ] Non d) [ ] Oui [ ] Non
9) Dans le cas de réponse affirmative à une des questions de la présente section C : indiquer les situations qui se sont vérifiées et quelles mesures le Soumissionnaire a-t-il adopté pour démontrer sa fiabilité ( <i>self-cleaning</i> )	



AMBASSADE D'ITALIE  
CENTRE DES SERVICES PARTAGES  
BRUXELLES

**D : Motifs d'exclusion prévus par la législation italienne et situations équivalentes prévues par le droit du Pays dans lequel a lieu le marché**

<b>D. Motifs d'exclusion prévus par la législation italienne</b>	<b>Réponse :</b>
Le Soumissionnaire se trouve-t-il dans une des situations suivantes ?	
1) subsistent-ils, à sa charge, des motifs de révocation, de suspension ou d'interdiction prévus par la législation anti-mafia ?	1) <input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
2) est-il sujet à des infiltrations du crime organisé ?	2) <input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
3) a-t-il été soumis à une interdiction de l'exercice de l'activité ou à une autre sanction qui implique l'interdiction de contracter avec l'administration publique ?	3) <input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
4) est-il inscrit dans les registres informatiques détenus par l'Autorité nationale de lutte contre la corruption pour avoir présenté de fausses déclarations ou de faux documents aux fins de la délivrance du certificat de qualification, pour la période de validité de l'inscription ?	4) <input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
5) a-t-il violé l'interdiction de titre fiduciaire ?	5) <input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
6) respecte-t-il les normes sur le droit au travail des PMR ?	6) <input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
7) s'il a été victime de délits de concussion et d'extorsion commis par la criminalité organisée ou par ceux qui veulent faciliter l'activité de la criminalité organisée et, s'il ne s'agit pas d'un cas de nécessité ou de légitime défense, s'il a signalé les faits aux autorités judiciaires ?	7) <input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
8) se trouve-t-il, vis-à-vis d'un autre participant au même marché public, dans une situation de contrôle ou dans une relation, même de fait, si la situation de contrôle ou la relation engendre que les offres soient imputables à un seul centre décisionnel ?	8) <input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
9) a-t-il conclu des contrats de travail subordonné ou indépendant et, dans tous les cas, a-t-il confié des tâches à des anciens employés du pouvoir adjudicateur qui ont cessé leur rapport de travail depuis moins de trois ans et qui, dans les trois dernières années de service, ont exercé leurs pouvoirs d'autorité ou de négociation au nom du pouvoir adjudicateur vis-à-vis du même Soumissionnaire ( <i>pantouflage</i> ou <i>revolving door</i> ) ?	9) <input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non

**PARTIE IV  
CRITÈRES DE SÉLECTION**

	<b>Réponse</b>
--	----------------



AMBASSADE D'ITALIE  
CENTRE DES SERVICES PARTAGES  
BRUXELLES

Le Fournisseur répond à tous les critères de sélection requis dans le dossier ?	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
---	---

**Partie V : Déclarations finales**

Le(s) soussigné(s) déclare(nt) formellement que les informations figurant dans les parties II à IV ci-dessus sont véridiques et correctes et que le(s) soussigné(s) est/sont conscient(s) des conséquences, y compris de nature pénale, prévues par la législation italienne et locale en cas de fausse déclaration.

Le soussigné certifie l'absence des motifs d'exclusion énoncés dans la partie III et la possession des exigences énoncées dans la partie IV.

Le(s) soussigné(s) déclare(nt) formellement qu'il(s) est/sont en mesure de produire, sur demande et sans délai, les certificats et autres formes de preuves documentaires requises et autorise(nt) le client, indiqué dans la partie I, à effectuer toutes les vérifications nécessaires concernant la véracité des déclarations faites dans les exigences, y compris auprès des autorités compétentes, et à avoir accès également aux documents complémentaires pertinents.

Le soussigné déclare également :

- d'autoriser l'administration contractante à envoyer toutes les communications par l'intermédiaire de la plate-forme utilisée ou, lorsque cela n'est pas prévu par ladite plate-forme, par l'intermédiaire de l'adresse électronique [.....]. Toutes les communications envoyées au mandataire à l'adresse susmentionnée sont réputées avoir été envoyées à tous les participants du groupement ou du consortium ;
- d'autoriser l'autorité contractante, au cas où un participant à l'appel d'offres exercerait son droit d'accès aux dossiers, à délivrer des copies de tous les documents soumis pour la participation à l'appel d'offres, à l'exception des parties éventuellement indiquées dans l'appel d'offres, pour les raisons qui y sont succinctement motivées et documentées.

Le soussigné accepte sans réserve ni exception les dispositions et conditions contenues dans le dossier d'appel d'offres, y compris les grandes lignes du contrat.

Lieu et date, [.....]

Signature(s)

\_\_\_\_\_

JOINDRE UNE COPIE DE LA PIÈCE D'IDENTITÉ DE CHAQUE SIGNATAIRE